

# La santé en Afrique : l'arbre qui cache la forêt

En août, l'OMS a révélé dans son rapport de suivi de la Couverture Sanitaire Universelle en Afrique une augmentation de 10 ans de l'espérance de vie entre 2000 et 2019. Cette hausse spectaculaire résulte de la chute de la mortalité de 37% entre 2000 et 2015 consécutive à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire 2000-2015.

En effet, au cours des deux dernières décennies, l'Afrique a fait d'énormes progrès dans le domaine de la santé et ces deux indicateurs essentiels, marqueurs de la santé d'une population, l'attestent.



S'il est certes légitime de se réjouir de cette hausse pour un continent miné par tant de maux, il faut cependant être prudent et éviter l'autosatisfaction car cette nouvelle positive est un arbre qui cache la forêt. Il est donc sage de rester vigilant et de poursuivre inlassablement les efforts pour améliorer le niveau de santé des populations africaines.

## **L'Arbre... *Le baobab qui cache la forêt***

De nombreux rapports, études et évaluations, notamment ceux de l'OMS, montrent que ces progrès émanent des avancées réalisées dans les domaines de la prévention et du traitement des maladies infectieuses (VIH, tuberculose et paludisme), de la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile, notamment avec l'amélioration de la couverture des services de santé essentiels qui atteignaient 46% en 2019, contre 24% en 2000.

Même si ces progrès sont notables, ils sont inégalement répartis en Afrique, entre les régions, entre les pays et même

au sein des pays, et la lente réduction des maladies infectieuses indique une transition épidémiologique qui mérite une attention toute particulière car les maladies non transmissibles constituent aujourd'hui et demain une épidémie tueuse et silencieuse.

Ces progrès sont également le résultat des engagements pris successivement dans le cadre des objectifs du Millénaire 2000-2015 suivis de ceux du développement durable 2015-2030. Ils ont amené le leadership national à être au service du plus grand nombre pour garantir un changement durable. Au niveau national et international, ces engagements ont permis une vision centrée sur la personne et la planification de plus d'investissements pour la santé dans le cadre des programmes nationaux de développement. La bonne gouvernance démocratique, la stabilité et la croissance économique des pays africains ces vingt dernières années, de même que le soutien de nombreuses initiatives ont influencé positivement les indicateurs sanitaires.

Afin d'accéder à la Couverture Sanitaire Universelle conformément aux Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici à l'an 2030, il est indispensable de construire des partenariats associant gouvernements, secteur privé, société civile et communautés qui soient efficaces, inclusifs. Ils doivent être construits sur des principes et valeurs communes de solidarité et de fraternité qui placent tous les peuples au cœur de la démarche. C'est dans ce contexte que l'organisation Mercy Ships est engagée depuis 1990 auprès des populations africaines pour, comme le dit le Professeur de médecine français Marc Gentilini *»tempérer la douleur du monde»* grâce à un accès gratuit à des soins chirurgicaux de qualité et très complexes proposés aux plus démunis d'entre nous.

**La Forêt... Des systèmes de santé désorganisés,**

## ***fragiles et déséquilibrés***

L'Afrique, qui héberge 17% de la population mondiale, ne compte que 2% du nombre total des médecins au monde et moins de 1 spécialiste en chirurgie pour 100 000 habitants. Ce continent concentre à lui seul 25% de la morbidité mondiale et un tiers des conditions cliniques nécessitant des soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques.

Aujourd'hui, les systèmes de santé africains mettent en évidence des lacunes sanitaires lourdes, comme

- Un financement insuffisant, une part des dépenses publiques de santé toujours trop faible, avec un « reste à payer » à la charge des patients bien trop élevé
- Un accès limité des populations aux soins et services de santé de qualité, abordables et disponibles en tout lieu et en tout temps
- L'inadéquation du système de collecte des données et des statistiques qui empêche le suivi des interventions et leur évaluation pourtant utile pour guider l'action en faveur de la santé publique
- Une centralisation surdimensionnée du système au détriment des niveaux périphériques
- La pauvreté des infrastructures sanitaires
- La persistance des inégalités dans l'accès à des interventions de santé éprouvées, notamment dans la couverture de populations clés et vulnérables comme les enfants, les adolescents, les femmes et les personnes âgées
- L'insuffisance et l'inadéquation des ressources humaines en santé
- L'inadaptation des systèmes de surveillance et de réponse aux épidémies et pandémies

- Un faible accès aux médicaments essentiels, aux vaccins et aux technologies
- Un manque de transparence et de leadership de la gouvernance qui ne considère pas toujours la santé comme un droit fondamental de l'Homme.

En parallèle, la pandémie du Covid-19 a révélé récemment la fragilité des systèmes de santé dans un grand nombre de pays africains. La gestion de la santé publique doit donc être rigoureuse et efficace, transparente et solidaire, basée sur l'évidence scientifique et le respect des droits humains. Au centre de l'action, des femmes et des hommes d'excellence, compétents, intègres et responsables permettront d'atteindre l'Objectif de Développement Durable : « Vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge, conditions essentielles au développement durable ».

### ***L'orée à l'abandon... La chirurgie, composante négligée des systèmes de santé en Afrique***

Ces vingt dernières années, les efforts de santé publique en Afrique n'ont pas été accompagnés de progrès similaires au niveau des systèmes de santé, de l'intégration des services ou des soins hospitaliers et n'ont pas non plus été équitablement distribués entre les individus de tous les statuts socio-économiques. Les soins chirurgicaux et anesthésiques ont été largement négligés dans la majorité des pays africains.

Selon la commission Lancet sur la chirurgie mondiale, 93 % de la population de l'Afrique sub-saharienne n'a pas accès à une chirurgie sûre et plus de 25 millions d'interventions chirurgicales supplémentaires seraient nécessaires chaque année pour sauver des vies et prévenir l'invalidité.

Le défi de l'équité et l'intégration des soins chirurgicaux et anesthésiques dans les systèmes nationaux de santé sont des conditions indispensables pour atteindre la Couverture Sanitaire Universelle en Afrique.

En Afrique, recevoir des soins adaptés face à une hémorragie déclenchée par un accouchement ou une brûlure par exemple est un défi pour l'individu, sa famille, le personnel de la santé et la communauté.

Une dystocie entraîne la mort de la mère et du nouveau-né, une fente labiale et palatine devient un obstacle à la croissance et au développement normal d'un enfant, un os brisé mène à une invalidité permanente pour un jeune homme qui travaille pour subvenir aux besoins de sa famille. Avoir accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques de qualité, sûrs et abordables est un luxe dans la majorité des pays africains et surtout pour les populations les plus pauvres.

## **L'Afrique, Mercy Ships et les partenaires relèvent le défi...**



Dans le cadre de la commémoration de ses 30 ans de mission sur le continent africain et pour renforcer son action plaidoyer pour une chirurgie sûre et de qualité en Afrique, [Mercy Ships](#) a engagé les gouvernements africains, les partenaires nationaux et internationaux, les experts de la santé en Afrique, dans une action stratégique et politique d'envergure continentale, : de la recherche-action à l'engagement politique. Elle vise la croissance des investissements destinés à la mise à niveau des systèmes de soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques d'ici à 2030 en vue d'assurer la Couverture Sanitaire Universelle.

### **La recherche**

La recherche a consisté en une évaluation des insuffisances des systèmes de soins chirurgicaux en Afrique. Elle a permis d'élaborer un plan d'actions prioritaire pour l'intensification et l'investissement dans le renforcement des soins en Afrique, et une stratégie de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Unique en son genre, cette

étude a été menée dans 602 hôpitaux de district de 32 pays d'Afrique sub-saharienne. Les résultats préliminaires montrent une situation alarmante qui nécessite une action urgente dans tous les pays. A titre d'exemple, un hôpital de district sur quatre ne possède ni eau ni électricité, et un sur vingt-cinq seulement dispose d'une connexion internet dans ce siècle de l'informatisation.

## **La discussion stratégique**

Du 4 au 6 mai 2022, cette discussion a rassemblé à Dakar les experts de 28 pays africains dans les domaines de la chirurgie, de l'obstétrique et de l'anesthésie. Puis les ministres de la santé, qui se sont engagés à améliorer cette situation ces dix prochaines années, ont proposé un engagement appelé Déclaration de Dakar sur l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques équitables, abordables et de qualité en Afrique, ainsi qu'un Plan régional d'actions 2022-2030. Ils les ont soumis aux Chefs d'États Africains, notamment à Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président de l'Union Africaine.

## **L'engagement politique**

Le 30 mai à Dakar, six états Africains (Cameroun, Comores, Congo, Gambie, Guinée Bissau et Sénégal) ont adopté la Déclaration de Dakar. Cette Déclaration annonce neuf engagements forts et son Plan Régional d'Actions 2022-2030 comprend 12 actions urgentes et nécessaires, 6 priorités stratégiques, 16 indicateurs clés et un tableau de bord de suivi annuel.



Cette Déclaration est ambitieuse et apporte l'espoir de combler le manque de soins pour la majorité des populations africaines. Cet espoir, c'est que tous les dirigeants africains, gouvernements et partenaires, s'engagent en faveur de l'investissement financier indispensable au développement d'actions concrètes pour une meilleure santé des

populations, et notamment les plus démunies.

Mais une Déclaration politique n'est que le point de départ d'une action. Pour la concrétiser, il faut une volonté politique réelle et un leadership fort pour la santé. En Afrique, tant de Déclarations sont restées dans les starting-blocks... Celle d'Abuja de 2001 (affectation de 15% du budget national annuel destiné à la santé) par exemple est encore et toujours en cours d'exécution, entraînant l'inconsistance des systèmes de santé et le fait que la chirurgie en demeure une composante négligée.

### **Le garde forestier... *La solution***

Tout comme l'Homme conduit la voiture, pilote l'avion ou le drone, conçoit et guide l'intelligence artificielle, l'homme doit être au cœur du changement. C'est l'Homme qui fait la santé et sa santé. Il est aujourd'hui plus utile d'avoir des médecins et infirmiers qualifiés, spécialisés et dévoués même sans équipements sophistiqués, que des hôpitaux dotés d'équipements coûteux sans ressources humaines en santé de haut niveau pour les exploiter.

C'est la raison pour laquelle les programmes de formation sont essentiels ; un des grands défis pour les professionnels de la santé du continent africain est en effet d'accéder à des formations avancées, aux programmes de renforcement continu des capacités et à la recherche pour éviter les évacuations sanitaires coûteuses dans les pays développés. Il nous faut en Afrique des professionnels de santé capables de guérir et de redonner la dignité nécessaire aux patients.

Dans la marche vers la Couverture Sanitaire Universelle, les gouvernements Africains doivent s'imposer une démarche stratégique et scientifique rigoureuse : planifier un programme adapté à la situation locale soutenu par un engagement politique suffisant pour être pérenne, faire un meilleur usage des ressources disponibles, supprimer les

barrières financières à l'accès aux soins tout en réduisant les risques financiers liés à la maladie, mettre à exécution et respecter l'engagement d'Abuja 2001 et enfin investir dans la construction de systèmes de santé résilients.

La richesse relative d'un pays n'est pas le seul facteur en jeu. Bien que la priorité donnée à la santé dans les budgets nationaux augmente généralement avec le revenu national, il est important de noter que certains gouvernements choisissent de consacrer une part élevée de leur budget en dépenses de santé malgré un niveau de revenu national relativement faible. D'autres en revanche, relativement plus riches, leur accordent une proportion moindre.

La **Déclaration de Dakar** pour l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques équitables, abordables et de qualité et son Plan d'Action 2022-2030 soumis par les Chefs d'État Africains en mai 2022 sont un levier politique puissant. La feuille de route permettra d'accélérer la Couverture Sanitaire Universelle d'ici à l'an 2030 en Afrique.

C'est un véritable défi universel à relever car il reste moins de 10 ans pour réussir. Les gouvernements africains et leurs populations ont donc un rôle clé à jouer dans ces efforts, notamment ceux qui visent un accès amélioré aux soins chirurgicaux de qualité, qui ne laisse personne de côté. Force est de constater que : *« c'est l'action politique qui fera la différence parce qu'elle doit être comme le scalpel du chirurgien : ne pas laisser la place à l'incertitude ».*

**Pierre M'Pelé, Directeur Afrique de Mercy Ships**

---

# 5<sup>e</sup> édition du Forum Galien Afrique à Dakar : accélérateur de la marche africaine vers la couverture sanitaire universelle

La cinquième édition du [Forum Galien Afrique](#) s'est tenue du 06 au 09 décembre 2022 à Dakar au Sénégal. Axée sur le thème « Accélérer la marche de l'Afrique vers la couverture sanitaire universelle », elle s'est ouverte le vendredi 06 décembre devant un parterre d'hommes et de femmes scientifiques, politiques et de la société civile africaine. Il s'agit d'une plateforme annuelle instituée il y a cinq ans qui travaille au renforcement de la recherche et du développement durable, par le partage d'expériences, pour résoudre les problèmes majeurs de santé publique en Afrique.



C'est non seulement un rendez-vous scientifique continental qui vise le renforcement de la recherche et le développement durable mais aussi une occasion de présenter les innovations et de rencontrer des investisseurs tout en assistant aux conférences du forum.

En ouvrant les travaux, le ministre-secrétaire général de la présidence de la République du Sénégal, Oumar Samba Bâ, a souligné que l'objectif de son pays était « de parvenir ici les dix prochaines années à la couverture sanitaire universelle ».

Rappelant les dernières statistiques à ce sujet, il a révélé que le taux de couverture sanitaire de la population, « tous régimes confondus, est actuellement de 53% ».

Les défis restent élevés, notamment ceux relatifs à l'universalité et l'intensification des interventions qui doivent être de qualité », a toutefois souligné M. Bâ. Il a ajouté que pour faire face à ces défis, le président sénégalais Macky Sall avait préconisé de changer de terminologie, en misant désormais sur le concept de couverture sanitaire universelle.

La santé, qui est plus que jamais « un droit fondamental et précieux pour chaque personne », demeure « une impérieuse nécessité pour protéger nos populations et, surtout, préserver la stabilité et la sécurité mondiale », a conclu M. Bâ.

Les différents participants à cette rencontre de haut niveau sont convaincus d'une seule chose, une couverture de santé universelle passe par l'accès équitable à des soins de santé de base et de qualité.

Il convient de rappeler qu'à cette nouvelle édition ont pris part des milliers de personnes constituées par des délégations en provenance de divers pays dont le Bénin.

Cette année [le prix Galien](#) qui vise à primer les chercheurs, institutions et industries pharmaceutiques qui, à travers leurs produits et services améliorent les conditions de vie des populations, n'a pas été décerné. Un fait qui justifie la rigueur et le sérieux du processus de sélection.

---

## Lutte contre le paludisme au

# Bénin: la découverte des chercheurs

Malgré les efforts consentis par les organisations internationales dans la lutte contre le paludisme, cette maladie tropicale reste un problème majeur de santé publique au Bénin, où les enfants restent la couche la plus vulnérable. Une équipe de chercheurs dont deux du [Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières](#) ont analysé la distribution spatiale de la maladie chez les enfants âgés de moins de 5 ans.



L'objectif était de comprendre la distribution spatiale du paludisme et sa relation avec l'âge des enfants. À cet effet, une enquête épidémiologique et clinique transversale a été menée à l'aide d'examen parasitologiques et de tests de diagnostic rapide (TDR).

Des entretiens ont été réalisés avec 10367 enfants de 72 villages dans deux districts sanitaires du Bénin. Les résultats indiquent que la prévalence de la maladie au niveau des enfants est modérée au sud (34,6%), mais est plus élevée au Nord (77,5%). Dans le sud, la prévalence de l'infection à *P. falciparum* et des cas cliniques de paludisme étaient similaires selon l'âge.

En revanche dans le nord, les enfants de moins de six mois étaient moins fréquemment infectés que les enfants plus âgés. Les auteurs ont conclu qu'une cartographie intégrée et périodique du risque de l'infection à *Plasmodium falciparum* et des cas cliniques rendra les interventions plus fondées sur des évidences scientifiques en mettant en évidence les progrès ou les lacunes dans la lutte contre le paludisme.

Lire l'article via [ce lien](#)

# Cotonou accueille la 37ème édition du prestigieux Congrès de la SARAF

*Le Bénin a l'honneur d'organiser la 37ème édition annuelle du prestigieux Congrès de la SARAF à Cotonou, du 23 au 25 novembre 2022.*



C'est sous le thème, « L'Anesthésie-Réanimation d'Afrique francophone et les objectifs de développement durable » que plus de 500 praticiens de la discipline, médecins et paramédicaux africains et européens vont passer en revue les derniers développements en Anesthésie, Réanimation et Médecine d'Urgence. Ils vont réfléchir sur l'application des dernières avancées de ces disciplines au contexte africain.

Les sujets de réflexion principaux porteront sur la réduction de la mortalité maternelle, la réduction de la mortalité infantile et juvénile, l'anesthésie-réanimation des victimes de traumatologie routière, la prévention et le traitement des infections graves, l'anesthésie-réanimation chez les patients atteints de cancers, la prise en charge des brûlures graves et bien d'autres.

Rappelons qu'un pré-congrès se tiendra deux jours avant ledit congrès. Il permettra d'assurer la formation pratique des jeunes diplômés. Une très belle semaine scientifique en perspective selon le Professeur d'Anesthésie-Réanimation, Eugène ZOUMENOU, Président du Comité d'organisation.

Les inscriptions sont ouvertes [ici](https://evenements.smarb.bj/congres-saraf-2022/registration)  
<https://evenements.smarb.bj/congres-saraf-2022/registration>

**Constance AGOSSA**

---

# Lutte contre le cancer du col de l'utérus: l'accès des femmes handicapées aux soins de santé au cœur d'un plaidoyer

*Organismes internationaux, associations et organisations de la société civile s'évertuent au quotidien afin d'améliorer la vie des personnes handicapées. Mais la situation laisse à désirer au Bénin.*



Alors que maints projets s'amplifient dans ce sens, le Consortium ONG "La Grande Vision Plus" et "Para Médecine pour le Bien-être des populations" mutualisent leur effort dans le cadre d'un microprojet de lutte contre le cancer du col de l'utérus. Un atelier de plaidoyer a alors été initié afin de mener des réflexions sur l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé. Ledit atelier s'est déroulé le mercredi 28 septembre 2022 à la maison de la société civile, à Cotonou.

Environ 15 % de la population mondiale, soit 1 milliard de personnes, vit avec un handicap, d'après le premier rapport mondial sur le handicap. Elles constitueraient donc la plus

large minorité au monde. Au Bénin, dans le rang des femmes handicapées, la situation est encore plus critique, quant à leur accessibilité aux soins de santé. D'aucuns succombent alors aux maladies silencieuses comme le cancer du col de l'utérus.

C'est pour palier précisément à ces inégalités qui vont à l'encontre des droits de l'homme et du cadre législatif des personnes handicapées au Bénin que ce plaidoyer est initié. « C'est sur ce type de thématiques que les associations doivent pouvoir se mobiliser », se réjouit Armand Vignon, Directeur de la maison de la société civile qui sert d'hôte au dit atelier.

Si pour Joël Djègo, Point focal handicap de la Mairie de Cotonou, le présent atelier de plaidoyer est une occasion tant attendue, « la cible défendue est tout aussi sensible », a précisé Sabine Donette Agbo, responsable des personnes handicapées et des personnes du 3<sup>e</sup> âge au Centre de promotion sociale de Wologuèdè.

### **Quid du plaidoyer ?**

Dans sa présentation du plaidoyer, Mikaël Pierre-Désiré Viegbe, Chef de file du projet, passe au crible les types de handicap, l'approche inclusive, les obstacles à l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé et les recommandations. On retient notamment la stigmatisation ; l'accessibilité aux informations, aux soins, aux soignants, aux ressources financières, et à la prise en charge, comme obstacles. « Il urge donc de prendre des décrets d'application pour les lois qui souffrent encore dans les tiroirs ; de créer des centres spécialisés de dépistages et de prise en charge pluridisciplinaire du cancer du col de l'utérus, etc. », a suggéré Mikaë Viegbe dans le plaidoyer.



### **Quid du microprojet ?**

« Ma vie de femmes handicapées face au cancer du col de l'utérus ». C'est autour de ce microprojet que s'inscrit l'atelier de plaidoyer à l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé et à une prise en charge pluridisciplinaires du cancer du col de l'utérus. Visant à contribuer à l'atteinte du troisième ODD, ce projet permettra surtout de soutenir les femmes handicapées et épouses des hommes handicapés membres du réseau RAPHaL dans l'accès à l'information au dépistage et à la prise en charge du cancer du col de l'utérus.

Ainsi, 75 femmes handicapées seront informées, éduquées et dépistées sur le cancer du col de l'utérus à l'arrivée. À mi-chemin, 11 femmes ont été déjà dépistées sur les 34 sensibilisées. À l'issue de ce dépistage, on dénombre 9 cas négatifs, 1 cas positif et 1 neutre, selon la présentation de Romaric Legonou, Consultant Formateur en Management des Organisation et Gestionnaire de Projet, sur l'état d'avancement des activités du projet.

À noter que les documents de plaidoyer ont été remis aux différents acteurs et représentants, notamment les journalistes, pour porter l'information à tous les acteurs. Aussi, le consortium a-t-il distingué certains acteurs clé qui n'ont ménagé aucun effort pour se rendre disponible depuis le début du projet.

**Arsène AZIZAHO**

---

**2e enseignement post-**

# universitaire de l'AOLB : l'utilisation abusive des antibiotiques préoccupe les ORL du Bénin



Afin de prévenir au mieux la résistance en vogue face à l'utilisation abusive des antibiotiques, l'Association des ORL libéraux du Bénin (AOLB) a tenu son deuxième enseignement post-universitaire le samedi 1er octobre 2022.

L'hôtel Azalaï de Cotonou a servi de cadre à ce rendez-vous de renforcement de capacités, qui a réuni Oto-rhino-laryngologues (ORL), médecins généralistes, pédiatres, anesthésistes, autour de la question de l'antibiorésistance.

« Antibiothérapie et gestion de la douleur en ORL ». La thématique qui a servi de tremplin à cette initiative de l'AOLB tire toute sa portée dans ce sens où le sujet est d'actualité. En effet, l'utilisation abusive des antibiotiques dans les infections ORL a favorisé l'apparition de la résistance aux antibiotiques. « Un problème de santé publique », reconnaît Gérard Semassa, médecin généraliste.



Abondant dans le même sens, Dr Serge Kpanou confirme qu'aujourd'hui, il y a une résistance sur le terrain concernant l'utilisation anarchique de l'antibiotique. « Raison de plus pour qu'on s'asseye afin de trouver un consensus », a laissé entendre le Président de l'AOLB. D'ailleurs, à l'en croire, il importe d'organiser des réunions de consensus entre les spécialistes ORL notamment dans le privé, afin d'harmoniser et d'actualiser leurs points de vue sur les données microbiologiques, les manifestations cliniques

et l'antibiothérapie adaptée dans les infections ORL.

Une approche qui réjouit les participants. C'est du moins ce qu'on retient du médecin généraliste Gérard Semassa qui exprime ses sentiments après avoir judicieusement suivi cette formation. « Je suis fasciné par cette belle initiative. C'est un genre de mini-formation qu'on n'a pas l'habitude de recevoir, surtout lorsqu'on finit les études à la faculté » a-t-il confié avant de clamer : « Je suis donc vraiment satisfait ».

« Je suis fasciné par cette belle initiative. C'est un genre de mini-formation qu'on n'a pas l'habitude de recevoir, surtout lorsqu'on finit les études à la faculté » a-t-il confié avant de clamer : « Je suis donc vraiment satisfait ».

Gérard SEMASSA Médecin Généraliste

« La satisfaction y est puisque nos professeurs ont apporté l'expérience du domaine. Quant à nous, nous en avons appris et nous repartons sur de nouvelles bases. À ce jour, il faut s'en tenir à l'infection, avoir la preuve avant de remettre un antibiotique à un patient ».

Dr Serge KPANOU

« Une prise en charge qui soit adéquate et qui permette de contribuer à diminuer la résistance qu'on est en train d'observer par rapport à l'utilisation de l'antibiotique »

Gérard SEMASSA Médecin Généraliste

En outre, en tant que médecin, ce séminaire lui a permis d'ajuster ses pratiques en termes de prise en charge infectieuse surtout, des patients. « Une prise en charge qui soit adéquate et qui permette de contribuer à diminuer la résistance qu'on est en train d'observer par rapport à l'utilisation de l'antibiotique », martèle-t-il.



Cette joie n'est pas seulement dans le rang des participants ; elle l'est aussi chez les organisateurs. C'est ce qu'a exprimé Dr Serge Kpanou. « La satisfaction y est puisque nos professeurs ont apporté l'expérience du domaine. Quant à

nous, nous en avons appris et nous repartons sur de nouvelles bases. À ce jour, il faut s'en tenir à l'infection, avoir la preuve avant de remettre un antibiotique à un patient ».

Le message du Pr Wassi Adjibabi à travers sa présentation sur le thème « Antibiothérapie en ORL », est donc passé. Par ailleurs, la douleur étant l'un des trois motifs d'appel au médecin, le MCA Ulrich Vodouhe a abordé avec l'assistance la « gestion de la douleur en ORL ». Un pan que côtoie au quotidien le clinicien ORL. A la fin, les participants ont été gratifiés d'attestations de participation.

Faut-il le rappeler, l'AOLB est une jeune association ayant pour ambition d'impacter positivement et durablement la pratique de l'ORL au Bénin et dans la sous-région. Elle a été créée le 05 mars 2022 et fédère l'ensemble des praticiens ORL du secteur privé du Bénin. Pour accomplir sa mission, elle s'est donnée des axes stratégiques dont l'organisation d'enseignement post-universitaires dans le cadre de la formation continue. La présente activité constitue la deuxième de cette année et « une troisième est en vue d'ici décembre », a confié le Président.

**Arsène AZIZAHO**

---

## **66 enfants décédés: 04 sirops contre la toux et le rhume dans le viseur de l'OMS**

*L'organisation mondiale de la Santé a décidé d'ouvrir une enquête après la mort de 66 enfants en Gambie qui auraient*

*pris des sirops « hors norme ».*

L'alerte de l'OMS concerne [quatre produits non-conformes aux normes identifiés](#) en Gambie. Il s'agit de la solution orale de prométhazine, du sirop contre la toux Kofexmalin, du sirop pour bébé Makoff contre la toux et du sirop Magrip N Cold.



Ces produits, fabriqués contre la toux et le rhume fabriqués en Inde, seraient à l'origine du décès de 66 enfants. Selon le directeur général de l'OMS, les médicaments contaminés « pourraient avoir un lien avec des lésions rénales aiguës et le décès de 66 enfants ». « L'OMS mène une enquête avec l'entreprise et les autorités de réglementation en Inde », a déclaré Dr Tedros, directeur général de l'OMS.

En effet, [les autorités sanitaires gambiennes ont indiqué le 9 septembre 2022 avoir ouvert à la mi-juillet](#) une enquête sur la mort récente de 28 enfants pour insuffisance rénale aiguë et demandé aux hôpitaux et aux cliniques de ne plus utiliser du sirop de paracétamol. Le 23 septembre, Banjul a ordonné le rappel de tous les médicaments contenant du sirop de paracétamol ou de prométhazine.

Le document technique de l'alerte de l'OMS renseigne que « l'analyse en laboratoire d'échantillons de chacun des quatre produits confirme une contamination par diéthylène glycol et éthylène glycol en quantités inacceptables ». Le diéthylène glycol et l'éthylène glycol sont toxiques et peuvent être mortels.

Les effets toxiques peuvent inclure des douleurs abdominales, des vomissements, des diarrhées, une incapacité à uriner, des maux de tête, une altération de l'état mental et des lésions rénales aiguës pouvant entraîner la mort. « Les produits de qualité inférieure mentionnés dans cette alerte sont dangereux et leur utilisation, en particulier chez les enfants, peut entraîner des blessures graves ou la mort », indique l'OMS.

Ces sirops pourraient avoir été distribués dans d'autres pays en Afrique et en Asie. Ainsi, par mesure de précaution, l'Oms recommande à tous les pays de détecter et de retirer ces médicaments de la circulation.

**Odette M. ATEYIHO**

---

## **Édition d'août 2022 de la semaine de survie de la femme et l'enfant : Plusieurs services à offrir aux cibles**

Le Gouvernement du Bénin poursuit sans relâche sa marche pour l'amélioration des indicateurs de morbidité et de mortalité de la Femme et de l'enfant. C'est dans ce cadre que s'inscrit la campagne de la Semaine de Survie de la Femme et de l'Enfant, édition d'août 2022 dont le lancement a été effectué le jeudi 18 août 2022 au CHU-MEL de Cotonou par le représentant du Ministre de la Santé, Monsieur Petas AKOGBETO.



Du lundi 22 au samedi 27 août 2022, sur toute l'étendue du territoire national, les enfants de 6 à 59 mois et les femmes à partir de 12 ans pourront bénéficier gratuitement des nombreux services entrant dans le cadre de la Semaine de Survie de la femme et de l'enfant.

Après le mot de bienvenue du Directeur Général du CHU-MEL, Monsieur Lambert LOKO TONOUDJI, ce fut le tour du Dr François KOMPUDU de rassurer de l'engagement des Partenaires Techniques et Financiers du secteur de la Santé au Bénin à

soutenir davantage le Gouvernement dans l'atteinte des objectifs durables auxquels le pays a souscrit pour l'amélioration considérable des indicateurs de morbidité et de mortalité de la femme et de l'enfant d'ici 2030.

Pour cette édition d'août 2022, il est prévu :

– pour les enfants de 6 à 59 mois : La supplémentation en vitamine A, le déparasitage à l'Albendazole, le dépistage des cas de malnutrition, la prise en charge gratuite de ces cas et des conseils pour le suivi de la santé des enfants.

– pour les femmes et mères d'enfants : l'offre de dépistage gratuit du cancer du sein, du cancer du col de l'utérus et des orientations pour le planning familial qui seront données dans les maternités, centres de santé par les sages-femmes. Des conseils seront aussi donnés pour l'auto examen du cancer du sein et la prévention du cancer du col de l'utérus et du sein.

Du discours du Représentant du Ministre de la Santé, en la personne de son Directeur de Cabinet, Monsieur Petas AKOGBETO, il ressort que durant la semaine du lundi 22 au samedi 27 août 2022, des équipes d'agents de santé et de volontaires seront positionnés dans les formations sanitaires et se rendront dans les localités, villages et quartiers de ville pour offrir gratuitement sur toute l'étendue du territoire national, aux enfants de 6 à 59 mois et aux femmes à partir de 12 ans, les interventions qui leur sont destinées.

Les parents, les femmes, les mères d'enfants, les jeunes filles sont donc invitées à une participation citoyenne et massive à la campagne. La santé est une priorité. La cérémonie a connu la présence du Directeur Général de l'Agence Nationale des Soins de Santé Primaire, Monsieur Blaise GUEZOMEVO et de plusieurs cadres à divers niveaux du secteur de la Santé.

---

# **Projet Adapt-WAP : une formation de quatre jours sur l'agroforesterie et la petite irrigation s'ouvre demain à Kandi**

*Du mardi 06 au vendredi 09 septembre 2022, se tiendra à Kandi une formation destinée aux producteurs des quatre communes riveraines du parc W. C'est dans le cadre des activités du projet Adapt-WAP Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans la gestion concertée du complexe transfrontalier WAP.*

Cette formation qui rassemble les agriculteurs, les pépiniéristes, les maraîchers, les éleveurs et les riziculteurs, vise à renforcer leurs capacités sur la production de plants en pépinière, les techniques d'agroforesterie et la maîtrise de la petite irrigation.

En provenance de Kandi, de Malanville, de Karimama et de Banikoara, les participants attendus à cette session de formation à la fois théorique et pratique, passeront quatre jours d'intense formation avec deux experts consultants commis à cette mission.

Une opportunité qui s'offre ainsi aux populations vulnérables de la périphérie du parc W à améliorer leurs techniques de culture et de conservation, et à s'adapter aux effets des changements climatiques en apprenant les bonnes pratiques pour un meilleur rendement de leurs exploitations.

À noter que ces producteurs participants à la formation qui s'ouvrira demain, seront les formateurs locaux qui feront bénéficier à de nombreux autres dans chacune des quatre

communes riveraines au parc W les précieux savoirs qu'ils auront acquis.

**Venance TOSSOUKPE**

---

# Substances chimiques dangereuses dans les fournitures scolaires

À l'approche de la rentrée scolaire, les fournitures scolaires sont produites et vendues partout sur le territoire béninois. Ces instruments de travail destinés aux enfants, aux adolescents et aux jeunes apprenants peuvent contenir des produits toxiques qui ne sont pas sans risques pour leur santé comme l'a [alerté l'ANSES](#) dans son avis publié le 7 juillet 2022.



En effet, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES) a tiré la sonnette d'alarme sur la dangerosité de certains produits chimiques présents dans la composition des fournitures scolaires.

Lorsque ces substances sont inhalées, ingérées ou en contact avec la peau, elles peuvent présenter un danger pour notre santé et celle de nos enfants. C'est le cas notamment pour les enfants qui ont tendance à mettre les objets à la bouche.

Cette alerte a été largement relayée sur les réseaux sociaux et a fait l'objet de nombreux articles de presse. En Afrique et plus précisément au Bénin, il urge de prendre la mesure de cette alerte. Les substances les plus préoccupantes pour la

santé mises en évidence dans les fournitures scolaires sont :

Des phtalates (additifs présents dans les plastiques) ; des COV (Composés Organiques Volatils), le bisphénol-A (BPA, additif présent dans les plastiques) ; des métaux lourds comme le chrome, le plomb, le cadmium ou le nickel.

Il est à retrouver également des PFAS (perfluorés) utilisés pour leurs propriétés antiadhésives et antitaches ; des conservateurs comme les isothazolinones, des substances parfumées ; des résidus de combustion (HAP, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques). Ces substances sont présentes dans les stylos, colles, crayons, correcteurs, cahiers, gommes, nouveaux livres, vrai dessinateur et bien d'autres éléments.

Toutes ces substances présentent des risques pour la santé humaine et particulièrement celle des enfants. Ces risques peuvent aller d'une réaction allergique à de potentiels effets cancérigènes et perturbateurs endocriniens qui se manifesteront à plus long terme. À moins d'un mois de la rentrée des classes, parents et enseignants doivent y veiller.

**Constance AGOSSA**